

Éditorial

PARTENARIAT ET MONDIALISATION

Et si le nouveau mot de la mondialisation était le partenariat ? Nos sociétés sont de plus en plus interdépendantes les unes des autres, la dépendance nous renvoie une image négative de notre situation qui peut même engendrer la violence !

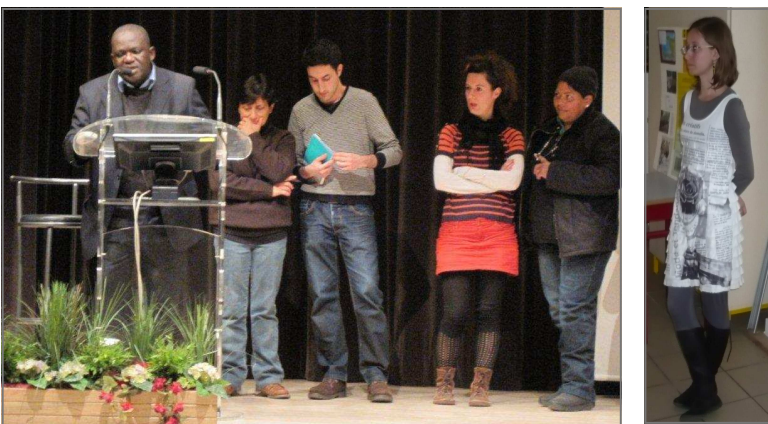
Depuis 50 ans le CCFD Terre Solidaire travaille au rapprochement entre les Hommes d'ici et de là-bas. On dit souvent qu'il faut mettre l'Homme au centre de nos systèmes de gouvernance, ça reste souvent du domaine de l'incantation, et bien, nous, au cœur des problèmes de déshumanisation, nous nous rapprochons de nos partenaires pour travailler ensemble à humaniser nos sociétés.

Pour nous militants sur nos territoires, le rapprochement réseau partenaires est à la fois une continuité, un projet et un processus. Nous sommes depuis longtemps en relation avec nos partenaires pendant la période de carême et lors des voyages d'immersion. Le projet c'est un rapprochement en fraternité hors questions financières dans l'esprit du pot commun. C'est un processus, car il faut d'abord de l'appétence pour entrer dans cette démarche, il faut avoir le goût de la fraternité, il va falloir lutter contre nos a priori, accepter nos différences et travailler ensemble pour construire un monde plus juste et plus fraternel.

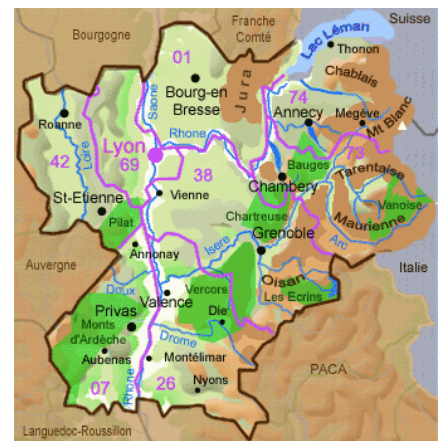
Comme Jésus sur la route qui mène de Jérusalem à Jéricho allait à la rencontre... nous aussi allons à la rencontre de nos frères en Humanité.

André BRIQUET, Délégué région Rhône-Alpes CCFD- Terre Solidaire

ACCUEIL DES PARTENAIRES EN RHÔNE-ALPES



De gauche à droite : Sékou DOUMBOUYA, Marta ALMADA et son interprète, Cindy DROGUE (1^{ère} semaine), Blanca LANDERO et Anne BERTIN (2^{ème} semaine)



Blog région Rhône-Alpes

<http://blog.ccfd-terresolidaire.org/rhone-alpes/>
blogra@ccfd.asso.fr

Le partenariat



LE PARTENARIAT, UNE NECESSITE POUR NOUS ?

Depuis ses origines, le CCFD-Terre Solidaire inscrit la notion de partenariat comme un principe fondateur de son action internationale. N'en reste pas moins que le CCFD-Terre Solidaire a connu quelques évolutions dans la manière d'incarner ce principe. Dans une société mondialisée où les problématiques semblent de plus en plus mêlées et les réponses de plus en plus globales, sans doute est-il utile de se demander ce à quoi nous invite aujourd'hui la notion de partenariat.

Le développement par et pour les peuples

Très tôt, le CCFD-Terre Solidaire fait le choix de ne pas intervenir directement dans les pays du Sud, mais d'appuyer les populations locales organisées collectivement. L'enjeu est de leur permettre de penser et de mettre en œuvre eux-mêmes leurs actions de développement. Encore aujourd'hui, cette stratégie du partenariat appartient au code génétique du CCFD-Terre Solidaire qu'il revendique d'ailleurs fortement à de multiples occasions. Le partenariat est une posture d'humilité, une prise en compte des différences culturelles : depuis là où nous sommes, nous ne sommes pas les mieux placés pour savoir sur quoi et comment intervenir.

Mais, bien plus encore, il s'agit de la mise en œuvre du principe de subsidiarité et l'affirmation de la capacité de tout Homme, reliés avec ses frères, organisé collectivement, à prendre la main sur son destin collectif.

D'une action sur les causes... à une action de transformation sociale

Très vite, le CCFD-Terre Solidaire a orienté son action de partenariat international sur les causes profondes du mal-développement et pas seulement sur les conséquences ou les symptômes. Ce choix se retrouve encore aujourd'hui dans le sigle de notre association : il ne s'agit pas seulement d'agir pour lutter contre la faim mais aussi d'agir pour le développement des peuples. Il n'empêche qu'il est parfois difficile de déceler les causes d'une situation problématique. Tout dépend de nos clefs de lecture.

Aujourd'hui, cette action des partenaires est qualifiée d'action de transformation sociale. On y retrouve ce même attachement pour l'action sur les causes, mais avec un élément de précision. Pour le CCFD-Terre Solidaire, le vivre ensemble et donc le développement, sont aussi conditionnés par des rapports sociaux, des lois, des règles, des institutions, des normes et codes culturels...

Lorsque le CCFD-Terre Solidaire soutient une coopérative agricole, une organisation de défense des droits humains, une association d'éducation populaire, il promeut sa volonté d'agir sur les causes dans une perspective de transformation sociale. En effet, ces partenaires visent à transformer les règles du commerce agricole au niveau local comme d'un point de vue global, à faire reconnaître les droits par l'expression de la justice dans leur pays et à favoriser l'émergence de leaders militants au service de la vie démocratique... A chaque fois, on mesure la visée transformatrice de ces actions.

Le partenariat : la réciprocité au cœur !

Dom Helder Camara, évêque brésilien proche du CCFD-Terre Solidaire, déclara un jour cette phrase qui deviendra culte parmi les bénévoles du CCFD-Terre Solidaire : « Rien ne changera chez nous si rien ne change chez vous ». En quelques mots, il avait résumé ce qui motive notre action d'éducation au développement et à la solidarité internationale.

Par notre action éducative, nous voulons permettre à la société française d'exprimer sa solidarité avec les peuples du Sud. Une solidarité qui peut s'exprimer par de multiples manières : la consommation, le don, la remise en cause de nos modèles de développement dès lors qu'elles impactent négativement les pays du Sud, le plaidoyer...

Apparaît alors un autre principe fondateur du partenariat cher au CCFD-Terre Solidaire : la réciprocité. Le partenariat est un engagement commun entre notre association et les organisations partenaires à agir pour une terre solidaire, chacun selon ses compétences, son identité et sa lecture de son environnement proche et plus éloigné...

Le partenariat : une nécessité pour nous ?

Cette réciprocité contient peut-être une invitation nouvelle pour la manière dont nous vivons aujourd'hui le partenariat, dans le réseau du CCFD-Terre Solidaire. Une nouveauté qui n'est certes pas une rupture radicale avec nos pratiques actuelles, mais un point d'inflexion dans l'approche que nous pouvons avoir du partenariat.

Il est peu de dire que notre société occidentale, européenne, française, est traversée par des crises. On les qualifie de crises sociales, économiques, financières, environnementales, démocratiques... Or, nos partenaires sont depuis bien longtemps des experts en gestion de crises ! Des experts pour panser les plaies du mal développement, certes, mais aussi et surtout pour penser et mettre en œuvre un développement qui repose sur des principes de justice et de solidarité, un développement qui prend des voies nouvelles et innovantes...

Ainsi donc, le partenariat ne serait plus seulement une exigence morale au service du développement des pays du Sud, mais une nécessité aussi pour nos sociétés rhônalpines, françaises et européennes ! Une nécessité pour prendre du recul et interroger nos modèles de développement, pour questionner nos politiques territoriales, pour se nourrir des expériences de nos partenaires et, à notre tour, oser un développement qui prenne la voie de la solidarité ! Elle est sans doute là l'invitation nouvelle contenue dans le principe de réciprocité : envisager le partenariat aussi à partir de nos propres réalités et notamment en renforçant notre rôle de passerelle entre, ici, les acteurs du développement de nos sociétés et, là-bas, les organisations partenaires du CCFD-Terre Solidaire.

Denis PERDRIX

Partenaires en Rhône-Alpes

Accueil régional le 10 mars 2012 à Chambéry



TOUS FRERES

Nous étions venus quatre de l'équipe locale d'Alby sur Chéran (diocèse de Haute-Savoie) par ce beau samedi 10 mars 2012 à Chambéry au centre de congrès le Manège, pour la rencontre d'accueil des partenaires du CCFD -Terre solidaire. L'équipe de Chambéry nous attendait avec cordialité autour d'un super petit-déjeuner bien apprécié par tous les militants, venant de l'Ardèche, de la Loire, du Rhône, de l'Isère, de l'Ain, de la Drôme, de la Haute-Savoie et de la Savoie, certains s'étant mis en route de très bonne heure.

C'est chaque année avec beaucoup d'émotions que l'on se rend à la première rencontre de contact avec nos partenaires. Et oui, une fois de plus, ce fut très chaleureux. Et on ne sait ni pourquoi ni comment, on s'avance les uns vers les autres comme vers des frères. Et eux aussi, Blanca d'Uruguay, Martha du Paraguay, Sékou de Guinée Conakry et Cindy du « collectif Haïti » nous ont serrés dans leur bras. Nous étions du même monde, celui qui se bat pour plus de justice, celui qui fait tomber les barrières. Aurions nous vécu une étincelle de paradis, ce beau matin de printemps ?

Et aussi, tout au long de la journée, nous sommes allés de découvertes en découvertes des combats menés ici et là-bas pour la dignité de l'homme. Le matin, chacun a fait plus ample connaissance avec la ou le partenaire qu'il reçoit durant ces quinze jours : présentation de la Région Rhône-Alpes, échanges des programmes, désirs des partenaires.

Sékou Doumbouya, de Guinée Conakry, reçu par l'Ain et la Haute-Savoie, 49 ans, marié, trois enfants, ingénieur en génie rural, directeur de l'association FRADE nous dit « nous sommes un peuple qui vient de loin ». Le centralisme, les régimes militaires, les violences et les viols ont déstabilisé les populations. L'urgence est l'école pour les enfants, l'alphabétisation et l'éducation populaire pour tous. Sékou est aussi l'un des principaux animateurs de « FROJEG » regroupement de 600 associations qui veulent mobiliser la société civile autour de l'environnement minier

(sur 7 communes du territoire de l'association, 6 abritent des sociétés minières) et s'impliquer dans la gestion des ressources publiques au niveau local. « La Guinée est un pays riche en ressources minières mais le peuple crève de faim » nous rappelle-t-il. Des lois existent mais les élus locaux sont souvent ignorants de leurs droits ou de leurs devoirs. Comment faire pression sur ces grands groupes miniers ? Comment comprendre la fiscalité, contrôler les budgets des sociétés quand on est analphabète ? »

Notre ami Sékou compte bien sur son séjour en France pour enregistrer toutes nos expériences de citoyenneté, de luttes syndicales, de combat des élus contre la pauvreté. Tout ceci laisse prévoir des échanges très constructifs.

Au cours du programme de l'après-midi, ce furent des échanges de savoir avec chacun des partenaires, du vécu chez eux et chez nous. Nous fûmes surpris au retour du repas par le groupe de jeunes « Batucada » du quartier de Grenoble Ville-neuve. Ce groupe présenta tout d'abord dans la rue puis en salle, les percussions brésiliennes où Sékou esquissa avec Elisabeth d'Annecy quelques pas de danse.



Ces jeunes et leur animateur nous ont fait partager leur projet de créer par la musique du lien inter générations dans leur rue. Puis Jean-Noël nous transporta au Mont Blanc avec le film de la cordée des 50 ans de l'été dernier, une façon de faire un parallèle entre la montagne et la gouvernance, de savoir changer de chemin pour ne pas aller vers la mort.

Blanca du Nicaragua, présidente de l'association « Femmes exemplaires » et animatrice de la FENACCOOP, regroupement de coopératives agricoles, lutte pour permettre aux enfants d'aller à l'école, pour développer une agriculture bio et le tourisme équitable. Elle nous demanda : « Et, vous ici, que faites-vous ? » Les associations locales « Oxalys » et « Terre de liens » présentèrent leurs expériences que découvrirent avec intérêt, beaucoup de participants.

Cindy, de l'accueil des migrants haïtiens sur le territoire français surtout en Guyane a retracé le difficile parcours du demandeur d'asile. Emilie, du comité droit d'asile de Savoie, Jeannette et Arlette d'Annecy, toutes se sont retrouvées devant les mêmes difficultés et ont crié leur indignation face au sort de ces hommes et de ces femmes avec

l'espoir qu'à l'avenir les gouvernants mettent en œuvre des conditions qui mettent fin à ces situations inhumaine.

Puis ce fut le tour de Martha et Sékou de présenter leurs actions et d'interpeller l'assistance.

Un grand merci à tous les organisateurs de nous avoir permis autant d'échanges dans cette ambiance fraternelle. Merci aux sympathiques interprètes qui savent si bien se mettre à la portée de chacun.



Marithé BOUVIER

UNE ANIMATION DYNAMIQUE DANS UN CENTRE DE CONGRES AGREABLE

Ce samedi 10 mars, c'est de bon matin que j'ai pris la route pour Chambéry.

Mais nos distances paraissent bien petites par rapport à celles parcourues par les quatre personnes qui arrivaient du Paraguay, du Nicaragua, d'Haïti ou de Guinée Conakry.

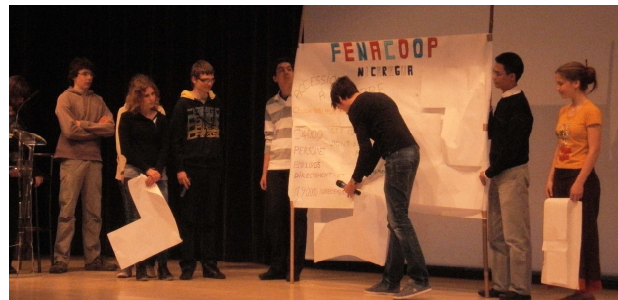
Dans le courant de l'après-midi, chacun des partenaires expose son projet : chaque intervention est précédée d'une courte présentation par une équipe de jeunes (saynète ou montage vidéo) et suivie d'un échange d'expériences locales cor-

respondant à la même thématique que les projets cités.

Tout au long de cette journée de mars, on ne pouvait que rappeler aussi l'importance des échéances

électorales futures dans cette recherche du bien commun pour une société juste et solidaire.

C'est plein de dynamisme que j'ai quitté Chambéry !



Frère Jean MONTCHOVET

J'ai retenu quelques paroles fortes des partenaires :



Marta, la militante : « La formation, c'est la clé », « se tenir informé », « vivre nos vies de façon digne »

Sékou : « Notre travail : information et éducation auprès de la population victime d'abus et des élus qui manquent d'organisation et de gouvernance. Une dynamique est en marche sur l'engagement citoyen ».

Blanca : « Nous luttons pour la sécurité alimentaire, des marchés solidaires, une vente à prix juste. »

« Nous intervenons dans les collèges et auprès des jeunes pour faire connaître l'agro bio. »

Sékou : « faire avancer la solidarité entre les peuples ; nous avons compris que nous ne sommes pas seuls ; vous nous apportez assistance, tous vos efforts ne seront pas vains ».

En conclusion : Une journée d'ouverture où le monde se fait plus proche.

Des découvertes de situations difficiles, de gens en marche pour plus de dignité, de justice et de développement.

Eliane FAUVET

DES PAROLES FORTES QUI ME TROTTENT SANS ARRÊT DANS LA TÊTE !

L'accueil régional des partenaires pendant la semaine de carême, je le recommande « fortement » à tous les membres des équipes locales du CCFD-Terre Solidaire. Le 10 mars dernier, j'ai entendu des paroles fortes de partenaires qui me trottent sans arrêt dans la tête depuis ce jour-là !

Blanca, du Nicaragua, qui, après avoir présenté son action avec les Coopératives au Nicaragua, termine son intervention par la question : Et vous, que faites-vous chez vous ?

Jean-Jacques du Cameroun, (l'un des animateurs de l'après-midi) : Allez voir vos élus pour que ça change chez vous aussi.

Martha du Paraguay qui parle de responsabilité citoyenne plutôt que de devoir citoyen car la responsabilité engage chacun alors que le devoir est imposé et qui termine en martelant : « On est capable, on est vraiment capable ! »

L'un d'eux a dit : « Nous, les partenaires, nous venons à la rencontre ». Parole qui illustre bien la notion d'échanges réciproques prônée par le CCFD-Terre Solidaire. Des paroles qui m'ont remotivée pour interpeller nos futurs élus et m'ont redonné des arguments pour discuter avec les détracteurs éventuels du CCFD-Terre Solidaire.

Marie-Françoise PERROUD

Des animations originales

Dans l'Ain

C'était une première pour notre équipe locale en Revermont : UN PETIT-DEJEUNER SOLIDAIRE !

L'idée d'un petit-déjeuner solidaire est née il y a 2 ans sur proposition de Marie-Odile, membre de l'équipe, pour inventer une nouvelle forme d'animation ! Cette idée est devenue réalité le 17 mars 2012 pour la venue de Sékou sur notre secteur.

Nous l'avons organisé à DROM, petit village du Revermont, et Daniel Brochier, maire du village et président de la Communauté de communes a prononcé le mot de conclusion de cette belle matinée appréciée par tous. Suite à cette animation, il a rédigé un article pour le site internet de la commune dont voici le texte :

« Le Revermont solidaire

La matinée a commencé par un vrai petit-déjeuner, samedi 17 mars 2012 à DROM, avec le **CCFD-Terre Solidaire**. Une quarantaine de personnes a répondu à l'invitation de cette ONG pour découvrir son action au travers de jeux, documents et expositions. Pour aller au cœur du sujet, un témoignage était livré par Sékou Doumbouya, de Guinée Conakry en visite en France. D'abord ingénieur en génie rural, cet intervenant est travailleur social depuis quinze ans et a été surpris que la Guinée soit si mal connue en France. Pourtant, ce pays a été la première colonie francophone d'Afrique noire, mais aussi la première (et la seule du secteur en son temps) à choisir d'avoir son indépendance en 1958. Toute coopération française a alors cessé et le pays a connu plusieurs décennies de dictature sanglante avec Sékou Touré. Il faut véritablement attendre 2009 et l'intervention de la communauté internationale pour rentrer dans une période de transition vers la démocratie. Pays très diversifié dans sa géographie et son climat, la Guinée Conakry est un réservoir de richesses naturelles, mais connaît une extrême pauvreté (156^{ème} pays sur 169), avec une espérance de vie de 52 ans, un taux d'alphabétisation très faible (35 %), une dette représentant 75 % de son produit intérieur brut et des fléaux comme la corruption et le Sida.

Des actions ici et là bas : Pour accompagner le développement du pays, des axes sont à privilégier : l'enseignement, la participation citoyenne, la fiscalité et la révision des concessions d'exploitations minières détenues par des grands groupes internationaux.

Sékou Doumbouya soulignait alors l'action du CCFD-Terre Solidaire qui permet à son pays de changer de visage, non pas en construisant des routes ou des écoles, mais en formant des citoyens pour prendre en charge l'avenir de leur pays.

En effet, le CCFD-Terre Solidaire, première ONG française de développement, se fixe comme principe la solidarité sans assistanat et agit selon trois axes. Le soutien au développement « **là-bas** » (ne pas faire, mais aider à faire) l'éducation au développement « **ici** », et le « plaidoyer » qui consiste à interpeller les décideurs et à mobiliser l'opinion publique.

Même le petit-déjeuner servi à DROM proposait des produits d'**ici** (produits laitiers, charcuterie, pain et confitures de Drom et du Revermont) et de **là-bas** (café, thé, cacao, sucre et jus de fruits issus du commerce équitable). »



Daniel BROCHIER

On a testé pour vous...le concept « CONFERENCE-DEBAT-APERU »

« ...Vous avez renoncé à votre carrière d'ingénieur pour votre association ?... »

Les questions fusent autour de Sékou Doumbouya notre partenaire de Guinée Conakry. Autour d'un verre, une discussion informelle permet à chacun d'aborder des sujets plus personnels. L'orateur qui nous a captivé il y a un quart d'heure se fait proche dans cet échange en tête à tête « ...ma femme n'est pas contente, mais ça fait vivre mon cœur !! » répond-il en souriant. Beaucoup d'autres questions fusent.

Cela ne se passe pas dans une salle paroissiale, ni une salle municipale mais chez nous. Avec une amie, nous avons choisi ce lieu car nous voulions toucher dans une ambiance conviviale un public large et permettre aux familles de venir avec leurs enfants. Nous avons donc choisi un horaire de début de soirée (18h30/20h30) et organisé un service de garderie. Après un premier accueil étonné voire dubitatif de nos proches, le pari est gagné, nous accueillons 25 personnes. Pour beaucoup, c'est aussi une vraie découverte du CCFD-Terre Solidaire et de son fonctionne-

ment unique : « en partenariat », c'est le mot sur lequel Sékou insiste, visiblement très heureux de cette collaboration qu'il considère comme exceptionnelle dans le milieu des ONG. « Nous ne construisons pas des hôpitaux ou des écoles, nous formons les Guinéens à s'impliquer dans la gestion des fonds publics. » Nous sommes tous marqués par ce discours ambitieux et énergique. Le public, pendu à ses lèvres fait un accueil chaleureux et Sékou y est sensible d'autant que nous sommes la dernière d'une vingtaine de conférence : « J'en avais marre mais ça m'a redonné de l'énergie ». Des participants me demandent avec enthousiasme « Qu'est-ce qu'on peut faire pour aider l'association de Sékou ? ... » La réponse ne se fait pas attendre : « Parlez-en autour de vous et soutenez le CCFD-Terre Solidaire! »



Caroline TREMELOT

Paroles aux partenaires

LA RENCONTRE DES PARTENAIRES DU CCFD- TERRE SOLIDAIRE OU LE VOYAGE DE LA CONSOLIDATION DE L'ENGAGEMENT

Deux semaines, au cœur des familles françaises, dans les églises, les écoles, les communes, les entreprises, à la rencontre des bénévoles et amis du CCFD Terre Solidaire, ce fut un réel voyage d'enseignements et de fortes impressions qui contribuent à nourrir l'engagement surtout pour moi qui pour la première fois participais à une rencontre de partenaires du CCFD Terre Solidaire et aussi visitais la France.

Enseignement pour moi et certainement pour nombreux sur la dimension et le travail du CCFD Terre Solidaire en tant que toile de solidarité tissée sur le Monde, à en juger par les divers partenaires porteurs de projets venus de tous les continents et, dont chacun dans son pays n'aurait pu réaliser ce niveau d'intervention du CCFD Terre Solidaire pour la cause de l'humanité.

L'impressionnant et inimaginable travail des militants bénévoles dans le dispositif du CCFD Terre Solidaire et surtout dans l'organisation de l'accueil des partenaires depuis les logements, les rencontres, les quêtes en passant par les déplacements et repas reste pour moi un souvenir fort d'engagement pour la cause du prochain, même situé à mille lieues des réalités des localités pour lesquelles de jour comme de nuit sans se ménager ils se donnent.



Sékou DOUMBOUYA,
Directeur de l'association FRADE, membre du Programme concerté de Renforcement des capacités des Organisations de la société civile et de la Jeunesse Guinéennes (PROJEG)

PROJET D'APPUI AUX MIGRANTS HAÏTIENS



Le CCFD-Terre Solidaire accompagne le CHF dans son projet d'appui aux migrants depuis 2006. Le CHF mène ce projet en partenariat avec une organisation haïtienne : le Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés, le GARR.

Fondé à la fin des années 1980, à la chute de la dictature des Duvalier, le CHF s'est fixé comme objectif de soutenir le processus démocratique en Haïti, il rassemble aujourd'hui une centaine d'associations et 180 individus qui manifestent la même volonté : soutenir Haïti et les Haïtiens. L'engagement premier dans l'action de solidarité du Collectif Haïti de France, cité dans l'article 1 de sa charte concerne la " *défense des droits des Haïtiens, en Haïti et sur les territoires français* ". Le CHF se positionne fortement sur l'approche du développement par les droits : militer pour le respect des droits civils et politiques et des droits sociaux, économiques et culturels pour les Haïtiens d'Haïti et ceux vivant en France.

Depuis vingt ans maintenant, le Groupe d'appui aux rapatriés et réfugiés (GARR), œuvre à la promotion du respect et de la défense des droits des migrants en vue de l'établissement de relations plus justes et plus solidaires entre les peuples. Le GARR a vu le jour en 1991 quand, pour la première fois, la République Dominicaine expulsait massivement de son territoire des milliers de Haïtiens qui y vivaient. Face à cette situation sans précédent, quelques organisations haïtiennes ont pris la décision de s'unir pour former une plateforme qui regroupe actuellement huit associations et organisations non-gouvernementales. Si jusqu'ici, son action s'était concentrée sur la migration haïtienne vers et depuis la République dominicaine, le GARR souhaite élargir son champ d'action et son réseau d'informations sur la situation des migrants et migrantes haïtiens présents sur le territoire français.

C'est dans cet esprit que le GARR et le CHF ont entamé en 2011 un travail collaboratif pour améliorer la compréhension de la migration haïtienne vers les territoires français ainsi que la défense des droits des Haïtiens établis sur le sol français via une mission pilote conduite par Anne Bertin, juriste en droits de l'Homme sous la coresponsabilité du CHF et du GARR.

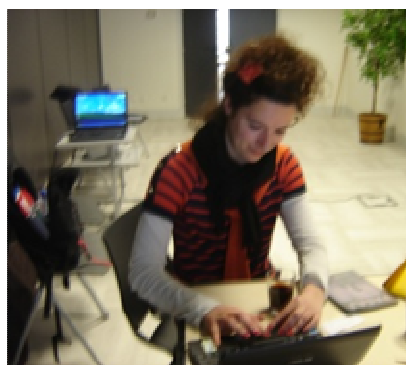
La diaspora haïtienne est composée d'environ 4 millions d'individus établis aux États-Unis d'Amérique, au Canada, en République Dominicaine, en France, etc. L'immigration haïtienne est d'abord motivée par la recherche d'un mieux-être, elle engendre souvent la prise de risques pour échapper à la contrainte économique ou, pire, à la mort. " *Il est, en effet, difficile d'ignorer l'impact des aléas politiques sur le phénomène migratoire haïtien. Les grandes vagues de migration haïtienne ont souvent été liées aux crises politiques. Quasi permanentes dans le pays, ces crises ont provoqué des départs massifs notamment sous la gouvernance des Duvalier, dans les années 70 et après les échecs de la transition démocratique, à partir des années 80. Aussi le départ, voire la fuite des Haïtiens se comprend*

en combinant les motivations économiques aux persécutions ou menaces de nature politique. "

De fait, assurer la possibilité pour les migrants haïtiens de s'épanouir dignement dans la société française et travailler parallèlement au renforcement de l'État et de la souveraineté d'Haïti, garant de son développement endogène nous semble être gage d'un modèle de développement qui garantisse les droits individuels et collectifs notamment le droit des migrants. Il s'agit donc de penser la logique du développement non par la détermination du marché mondial des capitaux mais par la logique d'accès aux droits à la fois civils et politiques mais également économiques, sociaux et culturels pour les Haïtiens en Haïti et ceux de l'extérieur.

Les difficultés administratives dont les migrants haïtiens font l'objet est un trait saillant des caractéristiques de la diaspora en France. Ces difficultés constituent une des problématiques majeures des Haïtiens pour faire valoir leurs droits sur le territoire français. Il s'agit d'un problème récurrent qui participe largement à la stigmatisation des Haïtiens. Or, très souvent, la question des " papiers " est liée à l'état civil haïtien. Les documents émanant des institutions de l'état civil haïtien sont en effet suspectés de falsification, d'irrégularité par les autorités françaises. La situation des migrants, face à la mauvaise gestion de leur état civil, renvoie de manière plus générale à la question du rapport de l'individu haïtien à l'État et aux administrations. Il est à noter sur ce point que d'une part, les migrants haïtiens demeurent dans des schémas de négociations, notamment dans les démarches administratives, du fait de leur défiance par rapport au système judiciaire et administratif. Cette attitude s'explique par un État de droit pas (ou peu) respecté en Haïti, où les administrations paraissent peu fiables aux yeux de la population. Et il est permis de rappeler qu'en Haïti, de nombreuses personnes, notamment en milieu rural, vivent sans document d'identité et que le GARR cite le nombre d'un million de personnes dépourvues d'état civil. D'autre part, les barrières qui jonchent le parcours imposé par les autorités françaises qui exigent des pièces authentifiées d'état civil éloignent et découragent la plupart des Haïtiens dans leur cheminement vers une régularisation administrative.

Ces constats ont conduit le CHF et le GARR avec l'appui du CCFD-Terre Solidaire à mener le projet autour de 3 axes prioritaires : 1. La sensibilisation de la population haïtienne en lien avec la France, plus spécifiquement la Guyane, aux démarches réglementaires liées à l'état civil haïtien ; 2. L'accompagnement juridique; 3. Le plaidoyer



Cindy DROGUE
Chargée de mission

Réseau Jeunes-Adultes

Week-end des 12 et 13 mai 2012



MARLHES : ses champs, ses petites routes tortueuses, son clocher et...son brouillard

Comme le disait si bien Anne-Gaëlle, nous sommes arrivés dans une épaisse purée de pois avec les idées pas très claires (pour certains, il leur aura fallu un réveil matinal et 2 bonnes heures de route pour arriver sur les lieux...).

Mais MARLHES ce week-end, c'est aussi un refuge pour quelques jeunes pas si "paumés" dans la vie et qui ont souhaité se retrouver pour se découvrir, échanger, réfléchir et agir pour une terre plus solidaire...

Vaste programme alors...au boulot !

Au menu :

Entrée très politique à la sauce pimentée et citoyenne pour une mise en bouche haute en couleurs et portée par une équipe d'animation aux petits oignons.

Plats de résistance au choix :

- un audit citoyen de la dette
- un débat sur les migrations internationales



Entre les deux, mon cœur et mon esprit balancent.

En guise de fromage, quelques-uns ont choisi de rejoindre les cuisines pour faire mijoter les repas végétaliens du week-end pendant que d'autres ont préféré aller batifoler dans les champs humides, histoire de s'aérer les neurones.

En dessert, une belle dose de désobéissance civile (vous êtes-vous déjà posé la question de vous asseoir sur le tarmac d'une base militaire pour empêcher le décollage d'avions en partance pour un conflit ???, vous le feriez ? Pour vous, cela représente- un acte violent ? Voilà un aperçu de l'atelier que nous avons vécu le samedi soir!)

Et cerise sur le gâteau, on a appris à faire "la tortue" très utile pour notre prochaine occupation de la Préfecture ! Le lendemain, nous avons remis le couvert ! Avec un autre choix cornélien : les nouveaux indicateurs de richesse ou...le traité contre le commerce des armes.

Entre apports théoriques, mise en situation, manipulation des chiffres, le tout saupoudré de débats, nos papilles ont été ravies et tout au long du week-end, des apéros festifs et/ou sportifs autour d'une tournante de ping-pong, des cafés-philos et amicaux. Bref, vous l'aurez compris, un cocktail détonnant, enivrant même !

Tout ça vous a mis l'eau à la bouche ?! Alors, rejoignez-nous dans les groupes jeunes, les équipes locales, les actions variées portées par le CCFD-Terre Solidaire !

Une chose est sûre, le mariage entre les saveurs de l'Ain, du Rhône, des Savoies, de la Drôme, de l'Ardèche et de l'Isère a plu.

A la prochaine occasion, faites l'expérience culinaire et solidaire d'un week-end jeune régional !

A bientôt.

Marie WENDENBRAUM

POUR INFORMATION : tous les partenaires accueillis en région Rhône-Alpes du 10 au 25 mars 2012 ont été sollicités pour rédiger un article à paraître dans ce bulletin régional.

A l'heure où nous le bouclons nous n'avons reçu que 2 articles que vous avez pu lire dans la rubrique « **Paroles aux partenaires** ».